

Les Cahiers du CTDEE

Juillet 2025

n° 22

SOMMAIRE

Aide-mémoire pour temps difficiles 3

Le recensement de TOUTES les victimes
et la *Causa general* 7

Exil / Camps en France / Guerre Mondiale
Résistance / Maquis / FFL /

Déportation dans les camps nazis 11

L'Exil (aussi appelé *Retirada*) 11

Les camps de concentration en France
et au Maghreb 15

Seconde Guerre mondiale :
survivre et combattre 20

La déportation :
voyage au bout de l'horreur 33

Retour et vie en France / La FEDIP 44

Franco, l'art d'attendre et de durer...
jusqu'à la mort 49

Le franquisme premier 51

Les enfants volés de l'ère franquiste 83

L'économie du temps de Franco 89

Fascisme et national-catholicisme,
au féminin 97

La Transition, à gros traits 101

Regards sur... El Pacto del olvido 104

Les *Cahiers* du CTDEE

Comité de lecture : Francisco Pallarés (coordinateur), Placer Marey-Thibon, Alain Dobœuf, Prairial Bagés

Aide-mémoire pour temps difficiles

NOUS COMMÉMORONS cette année les 50 ans du débouchage massif de bouteilles de champagne le jour de la mort de Franco. Non sans une certaine amertume : le dictateur est mort dans son lit, après quarante ans d'un régime impitoyable qui, commencé dans le sang, s'est achevé par la mort de jeunes opposants, sous le garrot ou face au peloton d'exécution. Dans cette continuité criminelle, le régime – comme on disait alors – est passé par des étapes contrastées.

Ces étapes sont bien connues. Rappelons-les brièvement : le premier franquisme et la période d'autarcie, la politique fluctuante pendant la Deuxième Guerre mondiale – alors que Franco était ouvertement lié à Hitler et Mussolini – entre « neutralité » et « non-belligérance », l'isolement du régime après 1945 avec une répression sanglante de tous les instants, l'incapacité de venir à bout des *guerrillas*, les années de famine. Et puis, le surgissement de la Guerre froide, l'ouverture des frontières avec l'arrivée du tourisme, l'exode rural et le départ des émigrés. L'aide des USA et le redressement économique (« *el desarrollo* ») avec l'arrivée des technocrates de l'Opus Dei, le développement d'une opposition intérieure au lien ténu avec les forces syndicales et politiques de l'avant-guerre et le maintien obstiné d'une résistance en exil. Et puis, finalement, jusqu'à la fin, l'inconnue savamment entretenue d'une succession ou bien l'espérance illusoire d'une rupture, voire d'une crise révolutionnaire.

Ce tableau n'est pas exhaustif. D'autres éclairages pourraient être envisagés, comme l'attitude des démocraties parlementaires et de l'URSS, le poids de la morale de l'Église catholique et du Vatican, les spécificités des forces de répression, l'idéologie franquiste et ses sources souvent bien peu « nationales », la propagande et la réécriture de l'histoire, la censure et la constitution d'un « récit national » autour de la *Causa general*, les fragmentations au sein du régime (Phalange, Opus Dei, Compagnie de Jésus, Carlistes, monarchistes, industriels, banquiers...), les stéréotypes obsessionnels de « l'anti-Espagne » (franc-maçonnerie, marxisme, anarchisme, nationalismes périphériques, etc.).

Dans ce numéro aide-mémoire, après avoir montré tout ce qui était en germe dès les premiers instants du coup d'État, nous nous sommes intéressés au sort des femmes et des enfants, à l'économie chaotique d'un système intrinsèquement corrompu, à l'idéologie fas-

ciste / national-catholique – déclinée dans sa version féminine – qui l’a parcouru, pour finir par l’évocation d’une *Transición* dont on n’a pas fini de mesurer les effets.

En remontant dans le temps, 2025 correspond aussi au 80^e anniversaire de la libération des camps de travail et d’extermination nazis. Tant de femmes et d’hommes fuyant l’Espagne franquiste y sont morts ou y ont souffert les pires souffrances qu’il nous a semblé nécessaire de dévider la pelote qui les a menés à cet enfer.

Après les divers exodes depuis la péninsule, après les camps de concentration – pour ne pas les confondre avec ceux des nazis, certains préfèrent dire « d’internement » – les presque 500 000 réfugiés espagnols qui se sont retrouvés en France continentale ou dans ses possessions d’alors au Maghreb ont connu les Compagnies de Travailleurs Étrangers, l’engagement dans l’armée française... Puis, pour ceux qui ne sont pas retournés en Espagne – parfois de gré, parfois de force – ce fut l’occupation nazie dans un pays défait, militairement et moralement. Et l’organisation Todt, le Service du Travail Obligatoire, la déportation, qu’ils ont tragiquement inaugurée...

Comme ils ont inauguré la résistance aux idéologies mortifères qu’ils avaient vu à l’œuvre dans leur propre pays : réseaux d’exfiltration, résistance armée dans toutes sortes de groupements, Forces Françaises Libres... Même au cœur de la barbarie concentrationnaire, les antifascistes espagnols ont assumé leurs responsabilités...

Nous sommes bien conscients que ce double anniversaire coïncide avec une forme de négationnisme sans précédent, fondé sur l’oubli. L’histoire et la mémoire ne sont plus convoquées qu’en tant que justifications du présent. C’est à partir de ces constatations que deux textes d’actualité sont venus compléter ces *Cahiers*.

Le premier – rattaché au 94^e anniversaire de la République – montre comment le vieux projet franquiste d’associer victimes et bourreaux – l’ignoble *Valle de los Caídos* – est en passe de se réaliser, sur le papier, par l’établissement de la liste de toutes les victimes de la Guerre civile, indistinctement.

Le second, dans la rubrique « Regards sur... », est un message d’espoir. Nous l’avons déjà dit : ce sont les petits-enfants des protagonistes qui posent aujourd’hui les vraies questions et qui, peut-être, en finiront avec le pacte de l’oubli / *el pacto del olvido*.



C'est précisément pour lutter contre l'oubli, celui – si particulier, si spécifique – de l'exil espagnol de 1939, que le Centre Toulousain de Documentation sur l'Exil Espagnol a été créé, en 2008, par des réfugiés, leurs enfants, leurs petits-enfants, leurs amis...

Il s'agissait, au moment où disparaissaient les derniers survivants d'une génération héroïque et généreuse, de rassembler les traces sensibles qu'ils avaient laissées dans une ville qui fut leur « capitale » symbolique, mais aussi ailleurs, partout dans ce vaste monde où les vicissitudes du temps les contraignirent à se réfugier. Des traces qu'il nous a fallu ensuite organiser, conserver, faire connaître.

C'est derrière la gare Matabiau, au 12 de la rue des Cheminots, dans un îlot promis à la démolition, que s'est installé le CTDEE, en 2014. C'est là que se sont développées nos premières tâches, toujours réalisées sur la base du volontariat et de l'appui mutuel : organisation du local et des archives pour que le CTDEE puisse assumer le rôle historique et mémoriel pour lequel il a été créé.

Un rôle difficile, mais combien indispensable ! Cela, nous le constatons jour après jour. Grâce à notre travail, à l'importance de notre fonds documentaire et de nos publications, nombreuses sont les visites, nombreux sont les questionnements, tant de particuliers que de chercheurs académiques.

En 2014 aussi, nous avons entrepris la publication semestrielle des *Cahiers du CTDEE*. Et onze ans après, nous en sommes au numéro 22, comme vous pouvez le constater par l'exemplaire que vous avez entre vos mains.

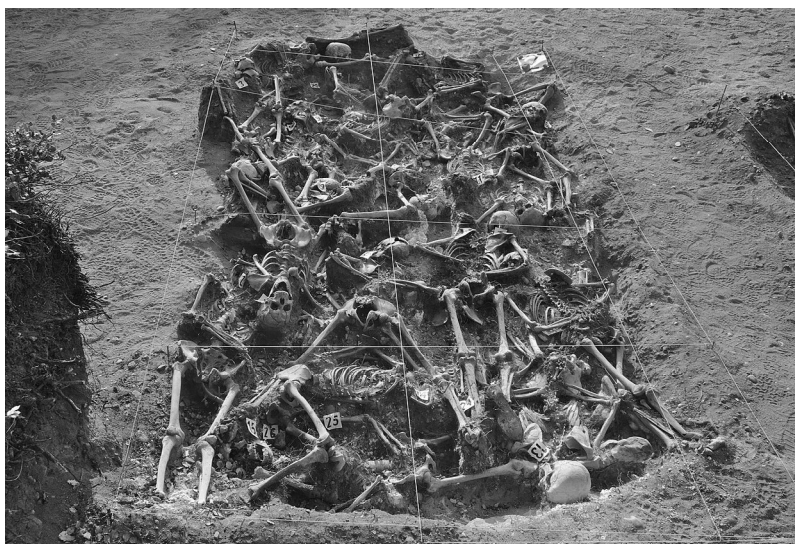
Comme le temps passe, les plans de renouvellement de la ville ne nous ont pas permis de poursuivre nos travaux plus longtemps dans notre antre de la rue des Cheminots.

En cette année 2025, la Mairie de Toulouse a donc relogé notre association dans un nouveau local, tout neuf, plus clair, bien plus convivial, au 118 rue de Périole. Il s'agit là d'une certaine reconnaissance de l'intérêt de notre engagement, non seulement pour la mémoire des exilés eux-mêmes, mais aussi pour l'histoire populaire d'ici et d'ailleurs.

Le CTDEE



*Pour les vainqueurs, des mausolées.
Ici à Pamplona, édifié en 1941. Au fronton :
Navarra a sus muertos en la Cruzada
(La Navarre à ses morts à la Croisade).
(Pour être exacts, le slogan est aujourd'hui masqué par un panneau :
Sala de Exposiciones.)*



*Pour les vaincus, des fosses communes.
Ici à Estépar (Province de Burgos), une fosse mise à jour en 2014.
Elle contient 36 corps.*

Le recensement de toutes les victimes et la *Causa General*

PETIT À PETIT, comme la goutte du supplice mais, sans se presser mais sans pause, l'idée d'un recensement étatique de TOUTES les victimes fait son chemin. Un exemple de plus du triomphe du franquisme qui a voulu égaliser les responsabilités, tout en sachant bien que les victimes n'étaient pas égales. Que les victimes rouges, parce qu'elles étaient rouges, ne méritaient même pas d'être enterrées et que pour les victimes « nationales », rien n'était suffisant.

L'idée a été lancée il y a quelques années, et l'actuelle bureaucratie progressiste de l'État fait des pas dans cette direction. En silence, à l'exception de quelques déclarations, et sans que l'on en parle trop, finalement, ceux qui ont été assassinés par les putschistes vont partager une place sur la liste avec ceux qui l'ont été à cause de leur appui au coup d'État et à la spirale qu'il a enclenché.

Que les uns et les autres méritent que leur cas soit connu, documenté et fasse l'objet du meilleur recensement possible ? Personne n'en doute. Ce que je conteste, c'est qu'on les mette dans le même sac et qu'on renforce, une fois de plus, l'idée « qu'ils étaient tous coupables ». Je pense notamment à la

manière dont les familles des victimes de l'ETA accueilleraient l'idée qu'elles soient listées aux côtés des membres de l'ETA décédés.

Mais, en outre, nous avons lu l'interview des chercheurs du groupe Histagra-CISPAC de l'Université de Santiago de Compostela, chargés par la Direction générale de la mémoire démocratique d'élaborer le « Recensement national des victimes », qui sera la base de données officielle des « Victimes de la guerre d'Espagne et de la dictature de la période 1936-1939 ». Une dénomination qui efface, une fois de plus, d'un trait de plume, le fait que rien de ce qui s'est passé pendant ces années ne serait arrivé s'il n'y avait pas eu de tentative de coup d'État. Le péché originel qui semble n'intéresser personne.

Les chercheurs précisent, pour ceux qui en douteraient encore, que leur travail inclut les morts « attribuées par la dictature à la zone républicaine ». Une fois de plus, les putschistes disparaissent et, comme ils aimaient à le dire pour lui ôter de la légitimité, la zone gouvernementale est réduite à « républicaine ». Idéologie contre idéologie et escamotage de la légitimité démocratique. Une fois de plus, tous étaient coupables.

Il est certain que les universitaires de Galice feront usage de toutes les méthodes historiographiques nécessaires pour affiner les informations sur les meurtres qui proviendront de la soi-disant *Causa General* rédigée par les vainqueurs à partir de 1940. Cette source est même expressément citée comme primordiale dans les articles de la convention signée. L'article premier de l'accord stipule que les « victimes de la zone républicaine provenant de la *Causa General* » seront utilisées pour établir le recensement du bloc 5, qui doit les lister.

Un clou chasse l'autre. À l'extravagance du mélange des victimes s'ajoute le fait que la source exclusive sera cet instrument promu par le parquet franquiste, qui a eu un précédent andalou, en 1940, appelé *Causa General instruida por el Ministerio Fiscal sobre la dominación roja en España*. Son but était d'instruire « les « actes criminels commis sur l'ensemble du territoire national pendant la domination rouge ».

Les chercheurs d'HISTAGRA n'oublieront pas les problèmes conceptuels et méthodologiques d'une telle source, expressément conçue comme un instrument de propagande. Comme on l'a écrit, elle n'a pas seulement servi à mettre en relief les responsabilités de l'ennemi, mais « elle a également fonctionné comme un outil de propagande pour établir un récit sur les années républicaines, le conflit et sa violence ». C'est pourquoi on a exprimé de sérieux doutes quant à son utilisation scientifique. Un exemple. Le texte de Franco disait : *La Causa General* [...] [a] « l'honorable et délicate mission de porter à la connaissance des Pouvoirs publics et dans l'intérêt de l'histoire, par un processus d'information fidèle et véridique, le sens, la portée et les manifestations les plus marquantes de l'activité criminelle des forces subversives qui, en 1936, ont attaqué ouvertement l'existence et les valeurs essentielles de la Patrie, sauvées, en dernier ressort, et de manière providentielle, par le Mouvement Libérateur ».

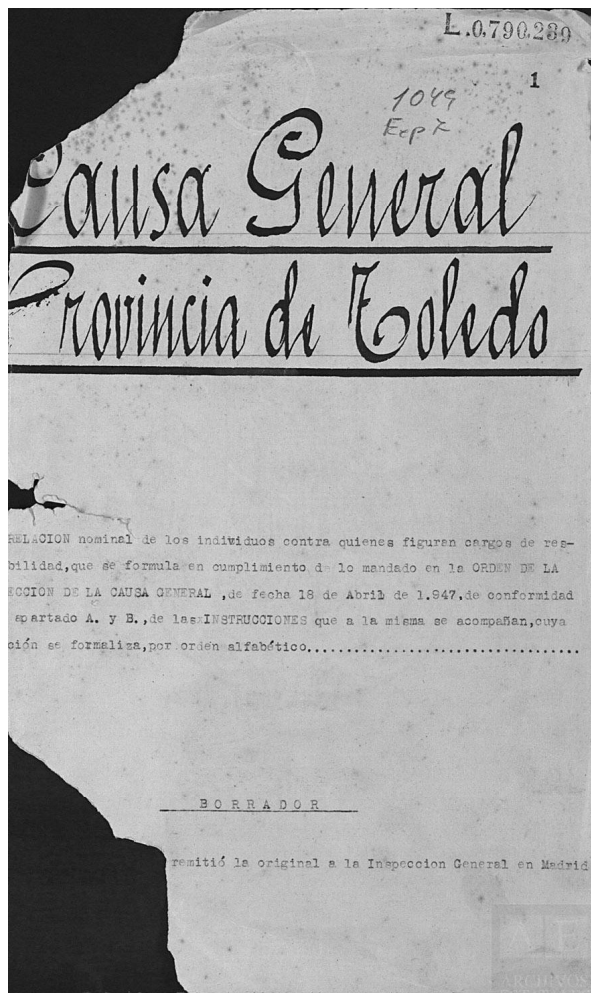
Qu'y a-t-il d'historique dans ces phrases ? Nous n'y trouvons que de la propagande, qui prolonge celle menée dès le début du coup d'État. Celle qui visait à légitimer le gouvernement du général Franco et à justifier le coup d'État de juillet 1936 contre la République et ceux qui l'avaient soutenue.

Julián Casanova, auteur peu suspect d'extrémisme ou de radicalisme mémoriel, n'a pas hésité à affirmer que la *Causa General* « a atteint plusieurs objectifs. Elle a diffusé et marqué dans la mémoire de nombreux citoyens les différentes manifestations de la "terreur rouge" pendant la guerre civile. Elle a indemnisé les familles des victimes de cette violence, confirmant la division sociale entre vainqueurs et vaincus. Et surtout, elle est devenue un instrument de dénonciation et de persécution de citoyens qui n'avaient rien à voir avec les événements ».

En ce quatre-vingt-quatorzième avril, le communiqué de guerre des factieux déclarant leur victoire se fait une fois de plus réalité. Le récit est toujours le leur et on ne s'attend pas à ce qu'ils le perdent. Encore moins avec des recensements de toutes les victimes qui enterrent un peu plus les victimes du coup d'État et du franquisme et obligent les familles de ceux qui continuent d'être disparus et ignorés à faire chambre commune avec ceux qui ont reçu, eux, toutes sortes de reconnaissances.

Ainsi est ce pays.

José Luis Gutiérrez Molina



Fragment d'un brouillon pour la Causa general de la province de Tolède. Le préambule indique qu'il s'agit de la liste nominative des individus contre lesquels pèsent des charges. Le plus significatif est qu'il s'agit d'une « mise à jour » de 1947, huit ans après la fin de la guerre.